

Art. 3. La commission consultative se compose d'un président, d'un vice-président et de trois membres, tous experts sur le terrain en question.

Art. 4. Le Ministre flamand compétent pour les Jeunes nomme le président, le vice-président et les membres pour un mandat jusqu'au 31 décembre 2002.

Art. 5. Le Ministre flamand compétent pour les Jeunes peut, à la demande de l'intéressé, mettre fin à un mandat de président, de vice-président ou de membre de la commission consultative.

Le Ministre flamand compétent pour les Jeunes peut en outre, sur avis de la commission consultative, mettre fin d'office à un mandat tel que visé au premier alinéa :

1° lorsque le mandataire omet, trois fois de suite et sans notification, d'assister aux réunions de la commission consultative;

2° lorsque le mandataire exerce des activités ou des fonctions qui sont incompatibles avec l'exercice du mandat ou qui donnent lieu à un conflit d'intérêts.

Art. 6. La commission consultative établit un règlement d'ordre intérieur dans les quatre mois de sa composition.

Ledit règlement, ainsi que toute modification ultérieure, est adopté à l'unanimité par les membres présents et approuvé par le Ministre.

Le fonctionnement de la commission consultative est réglé par le règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. Le siège de la commission consultative est établi dans les locaux du Ministère de la Communauté flamande.

Art. 8. Le secrétariat de la commission consultative est assumé par un fonctionnaire de la division Jeunesse et Sports.

Art. 9. Les frais de fonctionnement de la commission consultative et de son secrétariat sont imputés au budget du Ministère de la Communauté flamande.

Pour l'exercice de leur mandat, le président et les membres de la commission consultative sont régis par l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités des organes consultatifs.

Art. 10. L'annexe jointe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 14 décembre 1983 portant certaines mesures en vue d'harmoniser le fonctionnement, les jetons de présence et les indemnités des organes consultatifs est complétée, au point 1, par la mention suivante : « la commission consultative en matière de produits et projets artistiques réalisés par ou pour les jeunes ».

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} août 2001.

Art. 12. Le Ministre flamand compétent pour la Culture et les Jeunes est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 5 octobre 2001.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Affaires bruxelloises et de la Coopération au Développement,
B. ANCIAUX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 3077

[C - 2001/27647]

4 OCTOBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de La Louvière-Soignies et de Thuin-Chimay en vue de l'inscription du projet de tracé de la N54 Charleroi-Erquelines — tronçon Lobbes-Erquelines

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par les décrets des 23 juillet 1998, 16 décembre 1998 et 6 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 établissant le plan de secteur de La Louvière-Soignies;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Thuin-Chimay;

Vu le schéma de développement de l'espace régional adopté le 27 mai 1999;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mars 1991 décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de La Louvière-Soignies en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrêtant provisoirement la révision partielle des planches 46/6, 52/1 et 52/2 du plan de secteur de La Louvière-Soignies;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 mars 1991 décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrêtant provisoirement la révision partielle des planches 46/6, 52/1 et 52/2 du plan de secteur de Thuin-Chimay;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

— dans l'arsenal législatif de la Région wallonne, il n'existe pas de dispositions réglant les consultations envisagées par le projet d'arrêté;

— qu'il y a lieu dès lors de consulter en particulier sur ce point le Conseil d'Etat;

— et que l'essentiel de son avis ne devrait porter que sur ce point précis;

Vu l'avis 32.266/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 septembre 1999, par lequel la Haute Cour juge que le plan de secteur de La Louvière-Soignies, adopté par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 est illégal en ce qu'il comporte l'inscription du tracé de la N54 – tronçon Lobbes-Erquelines;

Considérant que cette inscription ne peut dorénavant servir de fondement à une quelconque décision, soit de délivrance de permis d'urbanisme soit d'autorisation d'expropriation;

Considérant qu'il s'indique dès lors d'abroger le tracé du projet de N54 inscrit au plan de secteur de La Louvière-Soignies;

Considérant que la réalisation complète d'une voirie régionale reliant Charleroi à Maubeuge se révèle impossible sans l'inscription préalable au plan de secteur d'un tracé de la N54;

Considérant que le schéma de développement de l'espace régional précise que « l'accessibilité de la zone de Charleroi sera fortement améliorée par la réalisation des nouvelles liaisons transfrontalières Charleroi-Erquelines (N54)... »;

Considérant les arguments économiques avancés dès les années 70 en faveur de la construction d'une route express entre Charleroi et Erquelines : nécessité d'assurer une liaison routière entre les bassins industriels de Charleroi et de Maubeuge-Valenciennes, constitution d'un maillon d'un axe de Charleroi-Maubeuge-Valenciennes-Calais, perçu comme un dédoublement potentiel des autoroutes de Wallonie et Tournai-Lille;

Considérant qu'il existe par ailleurs un problème important de desserte des communes riveraines de la Sambre vers Charleroi et Bruxelles;

Considérant que l'absence d'une voie rapide dans cette région constitue un frein au développement économique. En effet, deux zonings présentant un taux d'occupation très faible sont concernés par les projets de tracé de la N54 – tronçon Lobbes-Erquelines :

— le zoning de Solre-sur-Sambre, d'une superficie d'environ 43 ha dont 10 ha sont occupés, est situé au sud de la Sambre, entre celle-ci, la N55 et la ligne de chemin de fer 130A;

— le zoning de Thuin-Lobbes, d'une superficie de quelque 34 ha dont 6 ha sont occupés, est situé le long de l'axe qui relie le centre de Thuin à la N559;

Considérant, en ce qui concerne le tracé à retenir, que deux études ont été réalisées :

— une première étude menée par le Groupe inter-universitaire de recherches en écologie appliquée (GIREA) en 1986 intitulée « Etude écologique comparative des tracés alternatifs de la N54 » a examiné cinq tracés alternatifs;

— une seconde étude comparative des impacts potentiels sur l'environnement, destinée à éclairer le choix du Gouvernement et confiée à l'Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire de l'Université libre de Bruxelles (IGEAT) en août 1994, a permis de retenir deux tracés, à savoir le tracé nord et le tracé central, qui ont fait l'objet d'une étude plus approfondie;

Considérant, à ce stade de l'examen du dossier, qu'il apparaît que ces deux tracés au moins permettraient la réalisation éventuelle de la liaison Charleroi-Erquelines – tronçon Lobbes-Erquelines - et qu'il importe que ces tracés soient évalués de manière plus approfondie;

Considérant qu'il s'indique de prévoir un périmètre de réservation de part et d'autre de chacun des tracés de manière à pouvoir les affiner éventuellement ultérieurement sur les plans technique et environnemental;

Considérant qu'il convient par conséquent de prendre des mesures nécessaires pour éviter le développement de constructions sur les parties de territoire concernées par ces tracés potentiels et leur périmètre de réservation;

Considérant que, conformément à l'article 108, § 3, du Code, lorsque la révision du plan de secteur a été décidée, le fonctionnaire délégué peut précisément émettre un avis défavorable en s'écartant du plan de secteur en vigueur;

Considérant que le Gouvernement entend procéder à une consultation volontaire du public préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan qui sera soumis à étude d'incidences;

Considérant qu'il s'indique de reprendre la procédure de révision des plans de secteur concernés ab initio et dès lors d'abroger les arrêtés du Gouvernement wallon :

— du 14 mars 1991 décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de La Louvière-Soignies en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines – tronçon Lobbes-Erquelines;

— du 6 septembre 1991 arrêtant provisoirement la révision partielle des planches 46/6, 52/1 et 52/2 du plan de secteur de La Louvière-Soignies;

— du 14 mars 1991 décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines – tronçon Lobbes-Erquelines;

— du 6 septembre 1991 arrêtant provisoirement la révision partielle des planches 46/6, 52/1 et 52/2 du plan de secteur de Thuin-Chimay;

Considérant que dans un souci de démocratie et de transparence des décisions en matière d'aménagement du territoire, il convient de favoriser une participation effective de la population au processus décisionnel dès que celui-ci est initié, soit, en l'occurrence, dès la préparation des avant-projets de révision des plans de secteur de La Louvière-Soignies et de Thuin-Chimay;

Considérant que l'article 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine donne au Gouvernement la possibilité de décider de toutes formes supplémentaires de publicité et de consultation;

Considérant que, bien qu'elle ne soit pas prévue par les articles 42 à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, une consultation préalable et volontaire d'un large public peut revêtir pour ce dossier une importance toute particulière pour assurer le bon déroulement de la procédure liée à la délivrance du permis d'urbanisme et éviter que la localisation générale de l'infrastructure soit remise en cause à un stade fort avancé;

Considérant que, le projet d'inscription de la N54 étant envisagé par une personne de droit public, il s'agit d'éviter que le choix du tracé retenu lors de l'adoption définitive des révisions de plans de secteur soit contesté durant la phase de consultation obligatoire du public sur la demande de permis d'urbanisme, telle que prévue par l'article 27, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Considérant qu'au vu du présent dossier, il est en conséquence judicieux que, lors de l'établissement des avant-projets de plans de secteur modificatifs, il soit tenu compte des résultats de la participation du public et des alternatives crédibles formulées lors de la consultation préalable volontaire. Il s'agit, en effet, de garantir que ces alternatives éventuelles aux tracés présentés - nord et central - soient également examinées dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de plan de secteur, en application de l'article 42, alinéa 3, du Code. Il s'impose, en effet, de tenir compte de l'arrêt n° 79.736 rendu par le Conseil d'Etat le 1^{er} avril 1999 et qui suspend l'exécution du permis d'urbanisme délivré en vue de l'achèvement de la RN25;

Considérant que la décision de retenir les deux tracés qui émergent des études menées sur le sujet pour l'application de l'article 108, § 3, trouve un intérêt supplémentaire pour l'organisation de cette consultation préalable;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon abroge le tracé de la N54 inscrit au plan de secteur de La Louvière-Soignies.

Art. 2. Le Gouvernement abroge :

— l'arrêté de l'Exécutif régional wallon décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de La Louvière-Soignies en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines;

— l'arrêté de l'Exécutif régional wallon arrêtant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de La Louvière-Soignies en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines;

— l'arrêté de l'Exécutif régional wallon décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines;

— l'arrêté de l'Exécutif régional wallon arrêtant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de la modification du tracé de la N54 Charleroi-Erquelines.

Art. 3. § 1^{er}. Le Gouvernement décide de soumettre à révision le plan de secteur de La Louvière-Soignies et le plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de l'inscription du projet de tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines.

§ 2. Les périmètres concernés au § 1^{er} sont délimités sur le plan ci-annexé concernant les planches 46/6, 52/1 et 52/2 des plans de secteur de La Louvière-Soignies et de Thuin-Chimay, sur le territoire des communes de Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche et Anderlues.

§ 3. Le plan peut être consulté au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Hainaut II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi et Direction de Namur, place Léopold 3, 5000 Namur.

Art. 4. § 1^{er}. L'étude d'incidences est précédée d'une phase de consultation volontaire du public selon les modalités prévues aux §§ 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article.

§ 2. La Région wallonne transmet aux administrations communales de Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche et Anderlues un dossier comportant les documents suivants :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon prescrivant l'établissement d'une étude d'incidences et en déterminant le contenu ainsi que les plans qui y sont annexés;

2° une copie de la lettre par laquelle la Région wallonne notifie son choix de l'auteur de l'étude d'incidences de plans de secteur.

§ 3. Dans les huit jours de la réception des documents visés au § 2, et pendant une durée de trente jours, les administrations communales affichent des avis conformes au modèle figurant en annexe I du présent arrêté :

1° aux endroits habituels d'affichage;

2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être réalisé, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Les avis sont imprimés en noir sur papier de couleur jaune; ils ont au moins 35 dm².

Pendant toute la durée de leur exposition, les avis doivent être parfaitement visibles et lisibles.

§ 4. Pendant trente jours à dater du début de l'affichage, les documents visés au § 2 peuvent être consultés aux administrations communales.

§ 5. Entre le sixième et le quinzième jour à dater du début de l'affichage, chaque administration communale organise une réunion d'information à laquelle la population est invitée.

Sont également convoqués à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

1. le Gouvernement wallon;
2. l'auteur de l'étude d'incidences;
3. l'autorité compétente;
4. les administrations compétentes;
5. le conseil communal, qui peut y déléguer deux de ses membres au plus.

La réunion a pour but :

- 1° de permettre la présentation du projet;
- 2° de permettre à la population de s'informer et d'émettre des suggestions relatives au projet.

Le bourgmestre ou son représentant préside la réunion et en dresse le procès-verbal.

§ 6. Pendant le délai d'affichage, toute personne pourra proposer une alternative au projet initial en l'adressant par écrit et en y indiquant ses nom et adresse.

§ 7. Dans les cinq jours de l'expiration du délai d'affichage, l'administration communale notifie aux personnes et autorités visées au § 5, alinéa 2, le procès-verbal de la réunion d'information et une copie des alternatives proposées conformément au § 6.

Dans le même délai, l'administration communale notifie les mêmes documents aux autres personnes qui se sont rendues à la réunion d'information et qui ont fait acter leur présence au procès-verbal.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 octobre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe

Décision du gouvernement wallon relative à la mise en révision des plans de secteur de La Louvière-Soignies et de Thuin-Chimay en vue de l'inscription du projet de tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines

CONSULTATION VOLONTAIRE DU PUBLIC

AVIS A LA POPULATION

L'Administration communale de informe la population que le Gouvernement wallon décide de soumettre à révision le plan de secteur de LA LOUVIERE-SOIGNIES et le plan de secteur de THUIN-CHIMAY en vue de l'inscription du projet de tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines.

Les périmètres concernés sont délimités sur les planches 46/6, 52/1 et 52/2 des plans de secteur de LA LOUVIERE-SOIGNIES et de THUIN-CHIMAY, sur le territoire des communes de Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche et Anderlues.

Le plan peut être consulté au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Hainaut II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi et Direction de Namur, place Léopold 3, 5000 Namur.

Cette décision doit encore faire l'objet d'une étude d'incidences des plans de secteur.

Pour faire en sorte que cette étude prenne en compte les souhaits et les suggestions de la population, quiconque est invité à :

1° consulter

a) l'arrêté du Gouvernement du 20 septembre 2001 décidant la mise en révision des plans de secteur de La Louvière-Soignies et de Thuin-Chimay en vue de l'inscription du projet de tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines;

b) le contenu de l'étude d'incidences;

c) le plan annexé à l'arrêté du Gouvernement;

à l'adresse suivante
aux jours et heures suivantes

2° assister à la réunion d'information organisées par l'administration communale, à l'adresse suivante
le à heures

3° introduire par écrit ses propositions d'alternatives en les adressant

à avant le

Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 octobre 2001 décidant la mise en révision des plans de secteur de La Louvière-Soignies et de Thuin-Chimay en vue de l'inscription du projet de tracé de la N54 Charleroi-Erquelines - tronçon Lobbes-Erquelines.

Namur, le 4 octobre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 3077

[C — 2001/27647]

4. OKTOBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Beschluss, die Sektorenpläne La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines – Abschnitt Lobbes-Erquelines einzutragen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. November zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Juli 1998, 16. Dezember 1998 und vom 6. Mai 1999;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 zur Festlegung des Sektorenplans La Louvière-Soignies;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. September 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Thuin-Chimay;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. März 1991 über den Beschluss, den Sektorenplan La Louvière-Soignies einer Teilrevision zu unterziehen, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines – Abschnitt Lobbes-Erquelines zu ermöglichen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 zur vorläufigen Festlegung der Teilrevision der Karten 46/6, 52/1 et 52/2 des Sektorenplans La Louvière-Soignies;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. März 1991 über den Beschluss, den Sektorenplan Thuin-Chimay einer Teilrevision zu unterziehen, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines – Abschnitt Lobbes-Erquelines zu ermöglichen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 zur vorläufigen Festlegung der Teilrevision der Karten 46/6, 52/1 et 52/2 des Sektorenplans Thuin-Chimay;

Aufgrund der durch folgende Tatsachen begründeten Dringlichkeit:

— in der gesamten Gesetzgebung der Wallonischen Region gibt es keine Bestimmungen, welche die im Projekt des Erlasses geplanten Befragungen regeln;

— es besteht daher der Anlass, insbesondere zu diesem Punkt den Staatsrat zu Rate zu ziehen;

— die wesentlichsten Punkte seines Gutachtens sollten nur diesen genauen Gegenstand betreffen;

Aufgrund des am 26. September 2001 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 200132.266/4;

In Erwägung des Urteils des Staatsrats vom 30. September 1999, in dem der Hohe Gerichtshof urteilt, dass der am 9. Juli 1987 von der Wallonischen Regionalexekutive verabschiedete Sektorenplan La Louvière-Soignies rechtswidrig ist, was die Eintragung der Trasse der N54 – Abschnitt Lobbes-Erquelines angeht;

In der Erwägung, dass diese Eintragung fortan nicht mehr als Grundlage für irgendeine Entscheidung dienen kann, sei es bezüglich der Gewährung einer Städtebau- oder einer Enteignungsgenehmigung;

In der Erwägung, dass die im Sektorenplan von La Louvière - Soignies eingetragene Trasse des Projekts der N54 daher aufgehoben werden sollte;

In der Erwägung, dass sich die Durchführung einer regionalen Straßenverbindung zwischen Charleroi und Maubeuge ohne die vorherige Eintragung in den Sektorenplan einer Trasse der N54 als unmöglich erweist;

In der Erwägung, dass in dem Entwicklungsplan des regionalen Raums bestimmt wird, dass "die Zugänglichkeit des Gebiets Charleroi durch die Verwirklichung der neuen grenzüberschreitenden Verbindungen Charleroi-Erquelines (N54) deutlich verbessert wird";

In Erwägung der bereits in den siebziger Jahren hervorgehobenen wirtschaftlichen Argumente zugunsten des Baus einer Schnellstraße zwischen Charleroi und Erquelines: Notwendigkeit einer Straßenverbindung zwischen den Industrievierteln von Charleroi und Maubeuge-Valenciennes, Bildung eines Bindeglieds innerhalb der Strecke Charleroi-Maubeuge-Valenciennes-Calais als potentielle Entlastungsstrecke der Autobahnen der Wallonie und Tournai-Lille;

In der Erwägung, dass es außerdem ein wichtiges Problem gibt in Bezug auf die Anbindung der entlang der Sambre befindlichen Gemeinden an Charleroi und Brüssel;

In der Erwägung, dass das Fehlen einer Schnellstrecke in dieser Gegend die wirtschaftliche Entwicklung bremst. Zwei sehr dünn besetzte Gewerbegebiete sind in der Tat durch die Vorhaben bezüglich der Trasse der N54 – Abschnitt Lobbes-Erquelines betroffen:

— das Gewerbegebiet von Solre-sur-Sambre, mit einer Oberfläche von ca. 43 ha wovon 10 ha besetzt sind, befindet sich südlich der Sambre, zwischen letzterer, der N55 und der Eisenbahnlinie 130A;

— das Gewerbegebiet von Thuin-Lobbes, mit einer Oberfläche von 34 ha wovon 6 ha besetzt sind, befindet sich entlang der Achse, die das Zentrum von Thuin an die N559 verbindet;

In der Erwägung, dass bezüglich der Wahl der künftigen Trasse zwei Studien durchgeführt worden sind:

— in einer ersten 1986 von der "Groupe inter-universitaire de recherches en écologie appliquée" (GIREA) durchgeführte und «Étude écologique comparative des tracés alternatifs de la N54» genannte Studie wurden 5 mögliche Trassen untersucht;

— in einer zweiten vergleichenden Studie über die potentiellen Auswirkungen auf die Umwelt, die der Regierung bei ihrer Wahl behilflich sein sollte und dem "Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire" der freien Universität Brüssel (IGEAT) im August 1994 anvertraut wurde, konnten zwei mögliche Trassen in Betracht gezogen werden, n.l. die nördliche und die zentrale Trasse, die beide näher untersucht wurden;

In der Erwägung, dass sich in diesem Stadium der Untersuchung der Akte herausstellt, dass mindestens diese beiden Trassen die eventuelle Durchführung einer Verbindung Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines ermöglichen würden, und dass es daher wichtig ist, dass diese Trassen gründlicher abgeschätzt werden;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, einen Reserveumkreis auf beiden Seiten jeder dieser Trassen vorzusehen, um sie ggf. auf technischer wie auch auf umweltbezogener Ebene nachträglich näher bestimmen zu können;

In der Erwägung, dass die erforderlichen Maßnahmen somit getroffen werden müssen, um zu verhindern, dass auf den durch diese potentiellen Trassen und deren Reserveumkreis betroffenen Gebietsteilen gebaut wird;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte unter Einhaltung des Artikels 108, § 3, des Gesetzbuches tatsächlich in diesem Rahmen ein ungünstiges Gutachten abgeben kann, indem er vom gültigen Sektorenplan abweicht, wenn eine Revision des Sektorenplans beschlossen wurde;

In der Erwägung, dass es die Absicht der Regierung ist, eine freiwillige Anhörung der Öffentlichkeit vor der Verabschiedung des einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogenen Planvorentwurfs zu organisieren;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Revision der betroffenen Sektorenpläne vom Anfang an wieder aufgenommen werden sollte, was eine Aufhebung der folgenden Erlasse der Wallonischen Region voraussetzt:

— Erlass vom 14. März 1991 über den Beschluss, den Sektorenplan La Louvière-Soignies einer Teilrevision zu unterziehen, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines zu ermöglichen;

— Erlass vom 6. September 1991 zur vorläufigen Festlegung der Teilrevision der Karten 46/6, 52/1 et 52/2 des Sektorenplans La Louvière-Soignies;

— Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. März 1991 über den Beschluss, den Sektorenplan Thuin-Chimay einer Teilrevision zu unterziehen, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines zu ermöglichen;

— Erlass vom 6. September 1991 zur vorläufigen Festlegung der Teilrevision der Karten 46/6, 52/1 et 52/2 des Sektorenplans Thuin-Chimay;

In der Erwägung, dass es im Sinne der Demokratie und der Transparenz der Beschlüsse im Bereich der Raumordnung angemessen ist, die tatsächliche Beteiligung der Bevölkerung an dem Entscheidungsverfahren zu fördern, sobald dieses in Gang gesetzt wird, d.h. in diesem Falle ab der Vorbereitung der Vorentwürfe zur Revision der Sektorenpläne La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay;

In der Erwägung, dass die Regierung laut Artikel 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe über alle sonstigen Bekanntmachungs- und Befragungsformen entscheiden kann;

In der Erwägung, dass eine vorangehende und freiwillige Befragung einer breiten Öffentlichkeit, obwohl sie in den Artikeln 42 und 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe nicht vorgeschrieben ist, für die vorliegende Akte von besonderer Bedeutung sein kann um einen guten Ablauf des Verfahrens bezüglich der Gewährung der Städtebaugenehmigung zu gewährleisten und eine Infragestellung der allgemeinen Standortplanung der Infrastruktur in einem fortgeschrittenen Stadium des Vorhabens zu vermeiden;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung der Tatsache, dass das Projekt bezüglich der Eintragung der N54 von einer öffentlich-rechtlichen Person eingeleitet wird, darauf ankommt, zu verhindern, dass die bei der endgültigen Verabschiedung der Revisionen der Sektorenpläne gewählte Trasse während der obligatorischen Befragung der Öffentlichkeit über den Antrag auf die Städtebaugenehmigung laut Artikel 27, § 1, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region bestritten wird;

In der Erwägung, dass es angesichts der vorliegenden Akte folglich ratsam ist, bei der Aufstellung der Vorentwürfe zur Abänderung von Sektorenplänen die Ergebnisse der Beteiligung der Bevölkerung und die bei der vorherigen freiwilligen Befragung schlagkräftigen Alternativen zu berücksichtigen. Es gilt in der Tat zu garantieren, dass diese möglichen Alternativen zu den vorgeschlagenen Trassen (nördliche und zentrale Trasse) ebenfalls im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht werden, welcher der Vorentwurf in Anwendung von Artikel 42, Absatz 3, des Gesetzbuches unterzogen wird. Hier gilt es in der Tat, dem Urteil des Staatsrats Nr. 79.736 vom 1. April 1999 zur Aufhebung der Durchführung der zwecks der Vervollendung der RN25 gewährten Städtebaugenehmigung Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass sich aufgrund des Beschlusses, die beiden Trassen in Betracht zu ziehen, die durch die diesbezüglichen Untersuchungen im Hinblick auf die Anwendung des Artikels 108, § 3, hervorgehoben werden, ein zusätzliches Interesse für die Organisation dieser vorherigen Befragung ergibt;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung hebt die in den Sektorenplan La Louvière-Soignies eingetragene Trasse der N54 auf.

Art. 2 - Die Regierung hebt folgende Bestimmungen auf:

— der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über den Beschluss, den Sektorenplan La Louvière-Soignies einer Teilrevision zu unterziehen, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines zu ermöglichen;

— der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur vorläufigen Festlegung der Teilrevision des Sektorenplans La Louvière-Soignies, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines zu ermöglichen;

— der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive über den Beschluss, den Sektorenplan Thuin-Chimay einer Teilrevision zu unterziehen, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines zu ermöglichen;

— der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur vorläufigen Festlegung der Teilrevision des Sektorenplans Thuin-Chimay, um die Abänderung der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines zu ermöglichen.

Art. 3 - § 1. Die Regierung beschließt, die Sektorenpläne La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay im Hinblick auf die Eintragung des Projekts bezüglich der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines einer Revision zu unterziehen.

§ 2. Die durch § 1 betroffenen Umkreise werden auf dem beiliegenden Plan abgegrenzt, was die Karten 46/6, 52/1 und 52/2 der Sektorenpläne von La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay, auf dem Gebiet der Gemeinden Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche und Anderlues angeht.

§ 3. Der Plan kann bei dem Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, Direktion Hennegau II, rue de l'Écluse 22, 6000 Charleroi, und Direktion Namur, Place Léopold 3, 5000 Namur, eingesehen werden.

Art. 4 - § 1. Der Umweltverträglichkeitsprüfung geht eine Phase der freiwilligen Befragung der Öffentlichkeit voraus, gemäß den in den Paragraphen 2, 3, 4, 5 und 6 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Durchführungsbestimmungen.

§ 2. Die Wallonische Region übermittelt den Gemeindeverwaltungen von Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche und Anderlues eine Akte mit folgenden Unterlagen:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung, durch den die Einleitung einer Umweltverträglichkeitsprüfung vorgesehen und deren Inhalt festgelegt wird und die ihm beigefügten Pläne;

2° eine Kopie des Briefes, durch den die Wallonische Region ihre Wahl des Autors der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Sektorenpläne mitteilt.

§ 3. Innerhalb von acht Tagen ab dem Eingang der in § 2 genannten Unterlagen hängen die Gemeindeverwaltungen während einer Dauer von dreißig Tagen Bekanntmachungen aus, die dem in der Anlage I zum vorliegenden Erlass dargestellten Muster entsprechen:

1° an den üblichen Anschlagstellen;

2° an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt durchgeführt werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Diese Bekanntmachungen sind auf gelbem Papier schwarz bedruckt; sie sind mindestens 35 dm² groß.

Während ihrer ganzen Aushangzeit müssen die Bekanntmachungen gut sichtbar und leserlich sein.

§ 4. Die in § 2 genannten Unterlagen können während dreißig Tagen ab dem Anfang der Aushangfrist bei den Gemeindeverwaltungen eingesehen werden.

§ 5. Zwischen dem sechsten und dem fünfzehnten Tag ab dem Anfang der Aushangfrist veranstaltet jede Gemeindeverwaltung eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung eingeladen wird.

Werden ebenfalls zu dieser Versammlung eingeladen und können sich vertreten lassen:

1. die Wallonische Regierung;
2. der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung;
3. die zuständige Behörde;
4. die zuständigen Verwaltungen;
5. der Gemeinderat, der sich von höchstens zwei Mitgliedern vertreten lassen kann.

Diese Versammlung hat zum Zweck:

1° die Vorstellung des Projekts;

2° die Information der Bevölkerung, wobei ihr die Möglichkeit gegeben wird, Anregungen bezüglich des Projekts zu äußern.

Der Bürgermeister oder sein Vertreter führt den Vorsitz über die Versammlung und nimmt darüber ein Protokoll auf.

§ 6. Während der Aushangzeit kann jede Person eine Alternative zum ursprünglichen Projekt vorschlagen; dieser Vorschlag muss schriftlich übermittelt werden, und den Namen und die Anschrift der Person anführen.

§ 7. Innerhalb fünf Tagen nach Ablauf der Aushangzeit stellt die Gemeindeverwaltung den in § 5, Absatz 2, angeführten Personen das Protokoll der Informationsversammlung und eine Kopie der gemäß § 6 vorgeschlagenen Alternativen zu.

Innerhalb der gleichen Frist stellt die Gemeindeverwaltung dieselben Unterlagen den anderen Personen zu, die an der Informationsversammlung teilgenommen haben und Ihre Anwesenheit im Protokoll haben beurkunden lassen.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 6 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Oktober 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage

Beschluss der Wallonischen Regierung bezüglich der Revision der Sektorenpläne La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay, um das Projekt der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines einzutragen

FREIWILLIGE BEFRAGUNG DER ÖFFENTLICHKEIT

BEKANNTMACHUNG AN DIE BEVOLKERUNG

Die Gemeindeverwaltung von informiert die Bevölkerung über den Beschluss der Wallonischen Regierung, den Sektorenplan LA LOUVIERE-SOIGNIES und den Sektorenplan THUIN-CHIMAY einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines einzutragen.

Die betreffenden Umkreise sind auf den Karten 46/6, 52/1 und 52/2 der Sektorenpläne LA LOUVIERE-SOIGNIES und THUIN-CHIMAY, auf dem Gebiet der Gemeinden Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche und Anderlues abgegrenzt.

Der Plan kann beim Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, Direktion Hennegau II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi, und Direktion Namur, place Léopold 3, 5000 Namur, eingesehen werden.

Dieser Beschluss muss noch den Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung der Sektorenpläne bilden.

Damit bei dieser Prüfung die Wünsche und Anregungen der Bevölkerung berücksichtigt werden, wird jeder einer ersucht:

1° Einsicht in folgende Unterlagen zu nehmen:

a) Der Erlass der Regierung vom 4. Oktober 2001 über den Beschluss, die Sektorenpläne La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse der N 54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines einzutragen;

b) Der Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung;

c) Der dem Erlass der Regierung beigefügte Plan;

an folgender Anschrift:

an folgenden Tagen und während dieser Uhrzeiten:

2° der von der Gemeindeverwaltung veranstalteten Informationsversammlung beizuwohnen, an folgender Anschrift:

am um Uhr;

3° schriftlich Alternativlösungen vorzuschlagen, an folgender Anschrift:

..... und dies vor dem

Der Gemeindesekretär,

Der Bürgermeister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Oktober 2001 über den Beschluss, die Sektorenpläne La Louvière-Soignies und Thuin-Chimay einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse der N54 Charleroi-Erquelines - Abschnitt Lobbes-Erquelines einzutragen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Oktober 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 3077

[C — 2001/27647]

4 OKTOBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering houdende beslissing van de herziening van de gewestplannen "La Louvière-Zinnik" en "Thuin-Chimay" met het oog op de opnemings van het project van tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes - gedeelte Lobbes-Erquelinnes

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, gewijzigd bij de decreten van 23 juli 1998, 16 december 1998 en 6 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 waarbij het gewestplan La Louvière-Zinnik wordt opgemaakt;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1979 waarbij het gewestplan Thuin-Chimay wordt opgemaakt;

Gelet op het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, aangenomen op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 maart 1991 houdende beslissing van de gedeeltelijk herziening van het gewestplan La Louvière-Zinnik met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes - gedeelte Lobbes-Erquelinnes;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 waarbij de gedeeltelijke herziening van bladen 46/6, 52/1 en 52/2 van het gewestplan La Louvière-Zinnik voorlopig wordt beslist;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 maart 1991 houdende beslissing van de gedeeltelijk herziening van het gewestplan Thuin-Chimay met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes - gedeelte Lobbes-Erquelinnes;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 waarbij de gedeeltelijke herziening van bladen 46/6, 52/1 en 52/2 van het gewestplan Thuin-Chimay voorlopig wordt beslist;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

— het wetgevend arsenaal van het Waalse Gewest geen bepaling bevat waarbij de in het ontwerp van besluit geplande raadgevingen worden geregeld;

— het derhalve noodzakelijk is het advies van de Raad van State over dit punt aan te vragen :

— dit punt de kern van zijn advies zou moeten uitmaken;

Gelet op het advies 32.266/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het arrest van de Raad van State van 30 september 1999, waarbij het Hoge Hof oordeelt dat het gewestplan La Louvière-Zinnik, aangenomen bij besluit van de Waalse

Gewestexecutieve van 9 juli 1987 onwettig is doordat het de opnemings bevat van het tracé van de N54 - gedeelte Lobbes-Erquelinnes;

Overwegende dat die opnemings voortaan niet mag worden gebruikt als grond voor een beslissing, hetzij betreffende het afgeven van een stedenbouwkundige vergunning, hetzij betreffende een onteigeningsvergunning;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is om het tracé van het project N54, dat opgenomen is in het gewestplan La Louvière-Zinnik, op te heffen;

Overwegende dat de volledige aanleg van verbindingswegen tussen Charleroi en Maubeuge onmogelijk is zonder de voorafgaande opnemings van een tracé van de N54 in het gewestplan;

Overwegende dat het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan bepaalt dat "de toegankelijkheid van het gebied van Charleroi duidelijk zal worden verbeterd door de aanleg van nieuwe grensoverschrijdende verbindingswegen Charleroi-Erquelinnes (N54)...";

Gelet op de economische argumenten die vanaf de jaren zeventig naar voren zijn gebracht ten gunste van de bouw van een expressweg tussen Charleroi en Erquelinnes : noodzaak om te zorgen voor verbindingswegen tussen de nijverheidsbekkens van Charleroi en Maubeuge-Valenciennes, vorming van een schakel op de as Charleroi-Maubeuge, beschouwd als een potentiële verdubbeling van de snelwegen van Wallonië en Doornik-Lille;

Overwegende dat een belangrijk probleem bestaat omtrent de toegankelijkheid, vanaf Charleroi en Brussel, van de gemeenten die naast de Samber liggen;

Overwegende dat het gebrek aan een snelweg in die streek de economische ontwikkeling belemmert. Twee stukken grond met een zeer lage activiteitsgraad zijn inderdaad betrokken bij de projecten van tracé van de N54 - gedeelte Lobbes-Erquelinnes :

— de grond van Solre-sur-Sambre, met een oppervlakte van ongeveer 43 ha, waaronder 10 ha worden gebruikt door bedrijven, is gelegen ten zuiden van de Samber, tussen die waterloop, de N55 en de spoorlijn 130A;

— de grond van Thuin-Lobbes, met een oppervlakte van ongeveer 34 ha, waaronder 6 ha worden gebruikt door bedrijven, is gelegen langs de as tussen het centrum van Thuin en de N559;

Overwegende dat, wat betreft het te kiezen tracé, twee studies zijn uitgevoerd :

— een eerste studie, gevoerd in 1986 door de "Groupe inter-universitaire de recherches en écologie appliquée (GIREA)" en genoemd : "Étude écologique comparative des tracés alternatifs de la N54" heeft vijf alternatieve tracés onderzocht;

— een tweede vergelijkende studie betreffende de potentiële gevolgen voor het leefmilieu, bestemd om de keuze van de Regering te vergemakkelijken en toevertrouwd in augustus 1994 aan het "Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire de l'Université libre de Bruxelles (IGEAT)", heeft de keuze van twee tracés mogelijk gemaakt, namelijk het noordelijke en het centrale tracé, die onderworpen zijn aan een grondiger onderzoek;

Overwegende dat het onderzoek van het dossier heeft laten blijken dat die twee tracés de eventuele aanleg van de verbinding Charleroi-Erquelinnes - gedeelte Lobbes-Erquelinnes - mogelijk zouden maken en dat die tracés grondiger moeten worden onderzocht;

Overwegende dat het aangewezen is een perimeter voor reservatie te voorzien aan beide kanten van elk tracé zodat die later eventueel kunnen worden verbeterd op technisch gebied en i.v.m. het leefmilieu;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 108, § 3, van het Wetboek, als de herziening van het gewestplan beslist is, de afgevaardigde ambtenaar juist een ongunstig advies mag uitbrengen door af te wijken van het geldende gewestplan;

Overwegende dat de Regering van plan is het publiek te raadplegen op vrijwillige basis vóór de aanneming van het voorontwerp van plan dat onderworpen zal zijn aan een effectenonderzoek;

Overwegende dat het aangewezen is de procedure m.b.t. de herziening van de gewestplannen die *ab initio* betrokken zijn en dat de volgende besluiten van de Waalse Regering derhalve moeten worden opgeheven :

— het besluit van 14 maart 1991 houdende beslissing van de gedeeltelijk herziening van het gewestplan La Louvière-Zinnik met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelines - gedeelte Lobbes-Erquelines;

— het besluit van 6 september 1991 waarbij de gedeeltelijke herziening van bladen 46/6, 52/1 en 52/2 van het gewestplan La Louvière-Zinnik voorlopig wordt beslist;

— het besluit van 14 maart 1991 houdende beslissing van de gedeeltelijk herziening van het gewestplan Thuin-Chimay met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelines - gedeelte Lobbes-Erquelines;

— het besluit van 6 september 1991 waarbij de gedeeltelijke herziening van bladen 46/6, 52/1 en 52/2 van het gewestplan Thuin-Chimay voorlopig wordt beslist;

Overwegende dat, met het oog op de democratie en de doorzichtigheid van de beslissingen inzake ruimtelijke ordening, de feitelijke deelneming van de bevolking aan de besluitvorming moet worden bevorderd zodra die begonnen is, namelijk vanaf de voorbereiding van de voorontwerpen m.b.t. de herziening van de gewestplannen La Louvière-Zinnik en Thuin-Chimay;

Overwegende dat artikel 4 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium voorziet in de mogelijkheid voor de Regering om te beslissen over alle bijkomende bekendmakings- en raadplegingsmiddelen;

Overwegende dat, hoewel die niet voorzien is bij artikelen 42 tot 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, een voorafgaande en vrijwillige raadpleging van het publiek noodzakelijk kan zijn in het kader van dit dossier om te zorgen voor het vlotte verloop van de procedure verbonden met het afgeven van de stedenbouwkundige vergunning en om niet terug te komen op de algemene lokalisatie van de infrastructuur in een vergevorderd stadium;

Overwegende dat, aangezien het project m.b.t. de opnemings van de N54 gepland wordt door een publiekrechtelijk rechtspersoon, men moet voorkomen dat het tracé dat gekozen werd bij de definitieve aanneming van de herzieningen van gewestplannen, betwist wordt bij de verplichte raadpleging van het publiek betreffende de aanvraag om stedenbouwkundige vergunning, zoals bedoeld in artikel 27, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Overwegende dat, na inzage van dit dossier, het derhalve verantwoord is, bij het opmaken van voorontwerpen van wijzigende gewestplannen, om rekening te houden met de resultaten van de deelneming van het publiek en met de redelijke aannemelijke alternatieven die voorgesteld zijn bij de voorafgaande vrijwillige raadpleging. Waarborgen moeten inderdaad worden gegeven omtrent het onderzoek van alternatieven bij de voorgestelde tracés - noordelijk en centraal - in het specifieke kader van effectenonderzoeken waaraan het voorontwerp van gewestplan zal worden onderworpen, overeenkomstig artikel 42, derde lid, van het Wetboek. Rekening moet inderdaad worden gehouden met arrest nr 79.736 dat op 1 april 1999 uitgesproken werd door de Raad van State en waarbij de uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning, afgegeven met het oog op de afwerking van de RN25, opgeschort wordt;

Overwegende dat de beslissing om de twee tracés te kiezen die ontworpen zijn op grond van de studies gevoerd voor de toepassing van artikel 108, § 3, even belangrijk is voor de organisatie van die voorafgaande raadpleging;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het tracé van de N54 opgenomen in het gewestplan La Louvière-Zinnik wordt door de Waalse Regering opgeheven.

Art. 2. Opgeheven worden door de Waalse Regering :

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende beslissing van de gedeeltelijk herziening van het gewestplan La Louvière-Zinnik met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelines;

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan La Louvière-Zinnik voorlopig wordt beslist met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelines;

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende beslissing van de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Thuin-Chimay met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelines;

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Thuin-Chimay voorlopig wordt beslist met het oog op de wijziging van het tracé van de N54 Charleroi-Erquelines.

Art. 3. § 1. De Regering beslist om het gewestplan "La Louvière-Zinnik" en het gewestplan "Thuin-Chimay" te laten herzien met het oog op de opnemings van het project van tracé van de N54 Charleroi-Erquelines - gedeelte Lobbes-Erquelines.

§ 2. De in § 1 bedoelde perimeters worden afgebakend op het hierbij gevoegde plan betreffende bladen 46/6, 52/1 en 52/2 van de gewestplannen "La Louvière-Zinnik" en "Thuin-Chimay", op het grondgebied van de gemeenten Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche en Anderlues.

§ 3. Het plan ligt ter inzage bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Hainaut II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi" en "Direction de Namur, place Léopold 3, 5000 Namen".

Art. 4. § 1. Het effectenonderzoek wordt voorafgegaan door een fase van vrijwillige raadpleging van het publiek, overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in §§ 2, 3, 4, 5 en 6 van voorliggend artikel.

§ 2. Het Waalse Gewest stuurt een dossier met volgende stukken aan de gemeentebesturen van Erquelines, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche en Anderlues :

1° het besluit van de Waalse Regering waarbij een effectenonderzoek wordt voorgeschreven en waarbij de inhoud ervan alsook de daarbij gevoegde plannen worden vastgelegd;

2° een afschrift van de brief waarbij het Waalse Gewest zijn keuze meedeelt betreffende de ontwerper van het effectenonderzoek m.b.t. gewestplannen.

§ 3. Binnen acht dagen vanaf de ontvangst van de in § 2 bedoelde stukken en gedurende dertig dagen worden berichten die overeenstemmen met het in bijlage bij dit besluit gevoegde model, aangeplakt door de gemeentebesturen :

1° op de gewoonlijke aanplakborden;

2° op drie plaatsen die naast de voor de uitvoering van het project gekozen plaats liggen, langs een openbare rijweg of -rijstrook.

De berichten worden in het zwart gedrukt op geel papier; die bedragen ten minste 35 dm². Tijdens de hele duur van hun tentoonstelling moeten ze duidelijk zichtbaar en leesbaar zijn.

§ 4. Tijdens dertig dagen vanaf het begin van de aanplakking liggen de in § 2 bedoelde stukken ter inzage bij de gemeentebesturen.

§ 5. Tussen de zesde en de vijftiende dag vanaf het begin van de aanplakking wordt door het gemeentebestuur een informatievergadering georganiseerd waarop de bevolking wordt uitgenodigd.

De volgende instanties worden ook bijeengeroepen tot de vergadering en mogen zich daar laten vertegenwoordigen :

1. de Waalse Regering;
2. de ontwerper van het effectenonderzoek;
3. de bevoegde overheid;
4. de bevoegde besturen;
5. de gemeenteraad die daar hoogstens twee leden mag afvaardigen.

De vergadering heeft als doel :

1° de voorstelling van het project mogelijk te maken;

2° de bevolking in staat te stellen om inlichtingen in te winnen en voorstellen naar voren te brengen over het project.

De burgemeester of zijn afgevaardigde waarneemt het voorzitterschap van de vergadering en maakt het proces-verbaal daarvan op.

§ 6. Tijdens de aanplakkingstermijn mag elke persoon alternatieve voorstellen toelichten door die schriftelijk te sturen met vermelding van zijn naam en adres.

§ 7. Binnen vijf dagen na het verstrijken van de aanplakkingstermijn stelt het gemeentebestuur de in § 5, tweede lid, bedoelde personen en overheden in kennis van het proces-verbaal van de informatievergadering en van de overeenkomstig § 6 toegelichte voorstellen.

Binnen dezelfde termijn stelt het gemeentebestuur de andere personen die de informatievergadering hebben bijgewoond en waarvan de aanwezigheid werd aangetekend in het proces-verbaal, in kennis van dezelfde stukken.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. De Minister van Ruimtelijke Ordening is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 oktober 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage

Beslissing van de Waalse regering betreffende de herziening van de gewestplannen "La Louvière-Zinnik" en "Thuin-Chimay" met het oog op de opneming van het project van tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes – gedeelte Lobbes-Erquelinnes

VRIJWILLIGE RAADPLEGING VAN HET PUBLIEK

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het Gemeentebestuur van stelt de bevolking ervan in kennis dat de Waalse Regering de beslissing heeft genomen om het gewestplan "LA LOUVIERE-ZINNIK" en het gewestplan "THUIN-CHIMAY" te laten herzien met het oog op de opneming van het project van tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes – gedeelte Lobbes-Erquelinnes.

De betrokken perimeters worden afgebakend op bladen 46/6, 52/1 en 52/2 van de gewestplannen "LA LOUVIERE-ZINNIK" en "THUIN-CHIMAY", op het grondgebied van de gemeenten Erquelinnes, Merbes-le-Château, Lobbes, Estinnes, Binche en Anderlues.

Het plan ligt ter inzage bij het "Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Hainaut II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi" en "Direction de Namur, place Léopold 3, 5000 Namen".

Die beslissing moet nog onderworpen worden aan een effectenonderzoek m.b.t. de gewestplannen.

Opdat die studie rekening zou houden met de wensen en voorstellen van de bevolking, wordt iedereen uitgenodigd om :

1° de volgende stukken te raadplegen :

a) het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2001 houdende beslissing van de herziening van de gewestplannen "La Louvière-Zinnik" en "Thuin-Chimay" met het oog op de opneming van het project van tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes – gedeelte Lobbes-Erquelinnes;

b) de inhoud van het effectenonderzoek;

c) het bij het besluit van de Regering gevoegde plan;

op het volgende adres

op de volgende dagen en om het volgende uur

2° de door het gemeentebestuur georganiseerde informatievergadering bij te wonen op het volgende adres

op om uur

3° alternatieve voorstellen schriftelijk toe te lichten door die te sturen

naar vóór

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 oktober 2001 houdende beslissing van de herziening van de gewestplannen "La Louvière-Zinnik" en "Thuin-Chimay" met het oog op de opneming van het project van tracé van de N54 Charleroi-Erquelinnes – gedeelte Lobbes-Erquelinnes.

Namen, 4 oktober 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET